

L'économie informelle en Afrique subsaharienne

Perspectives économiques régionales pour
l'Afrique subsaharienne

Patrick Imam
Fonds Monétaire International
Mai 2017

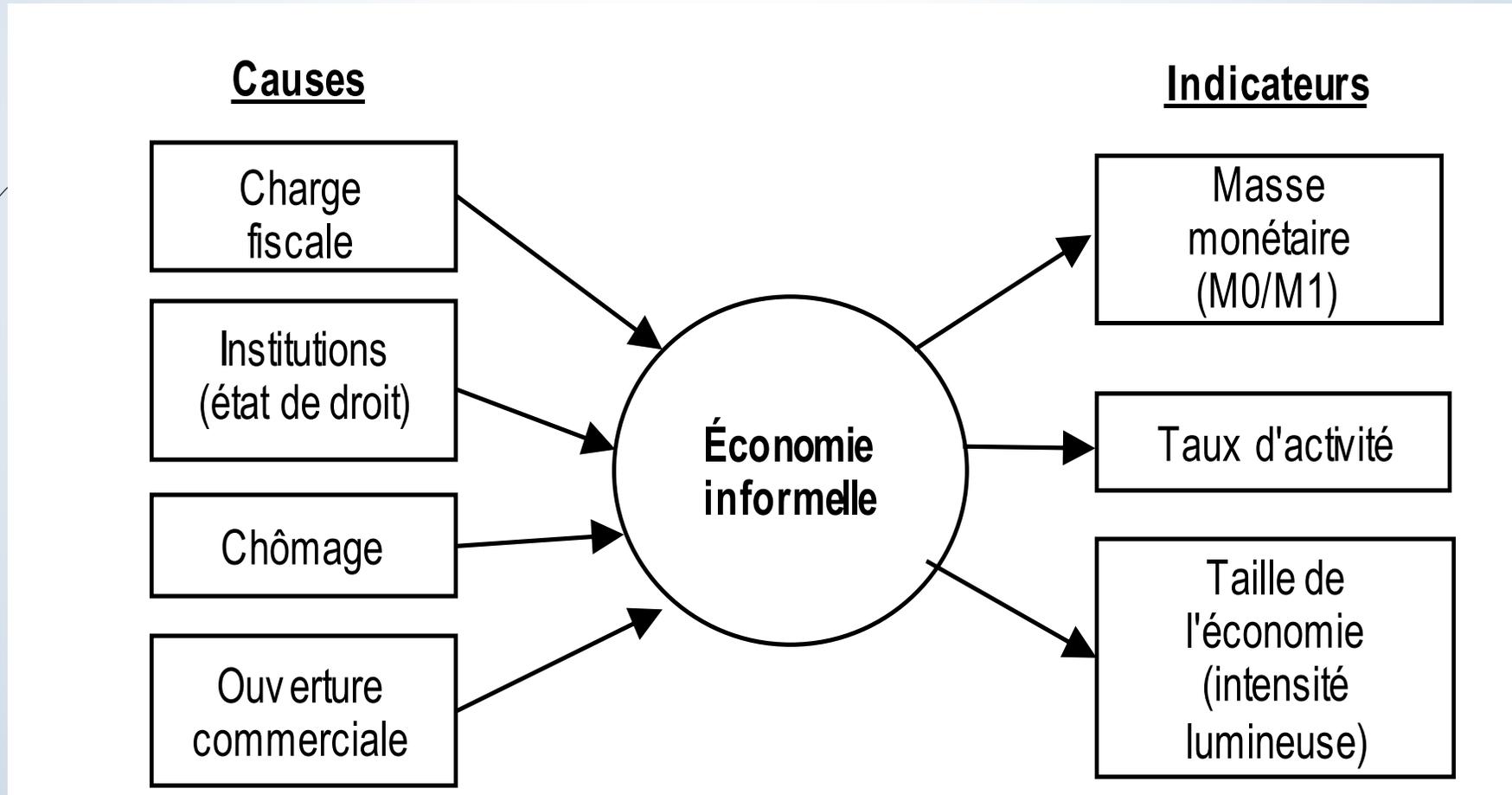


Plan

- Taille et nature de l'économie informelle
- Opportunités : l'informalité comme filet de sécurité
- Défis : une faible productivité
- Axes de développement du secteur formel
- Incidences sur les politiques publiques

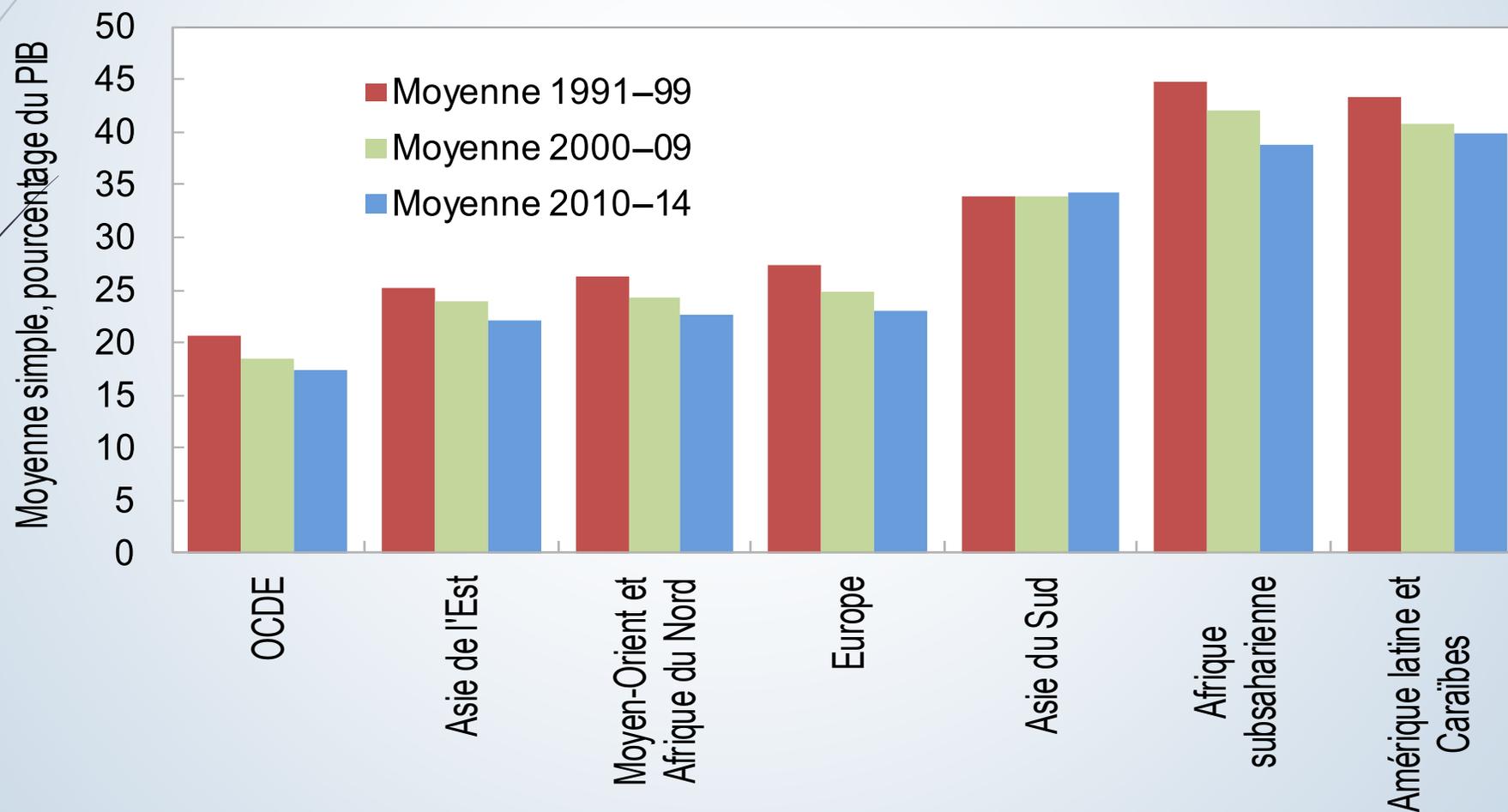
L'économie informelle est estimée au moyen d'une association entre ses causes et ses conséquences observables

Estimation de l'économie informelle : modèle à multiples indicateurs-multiples causes



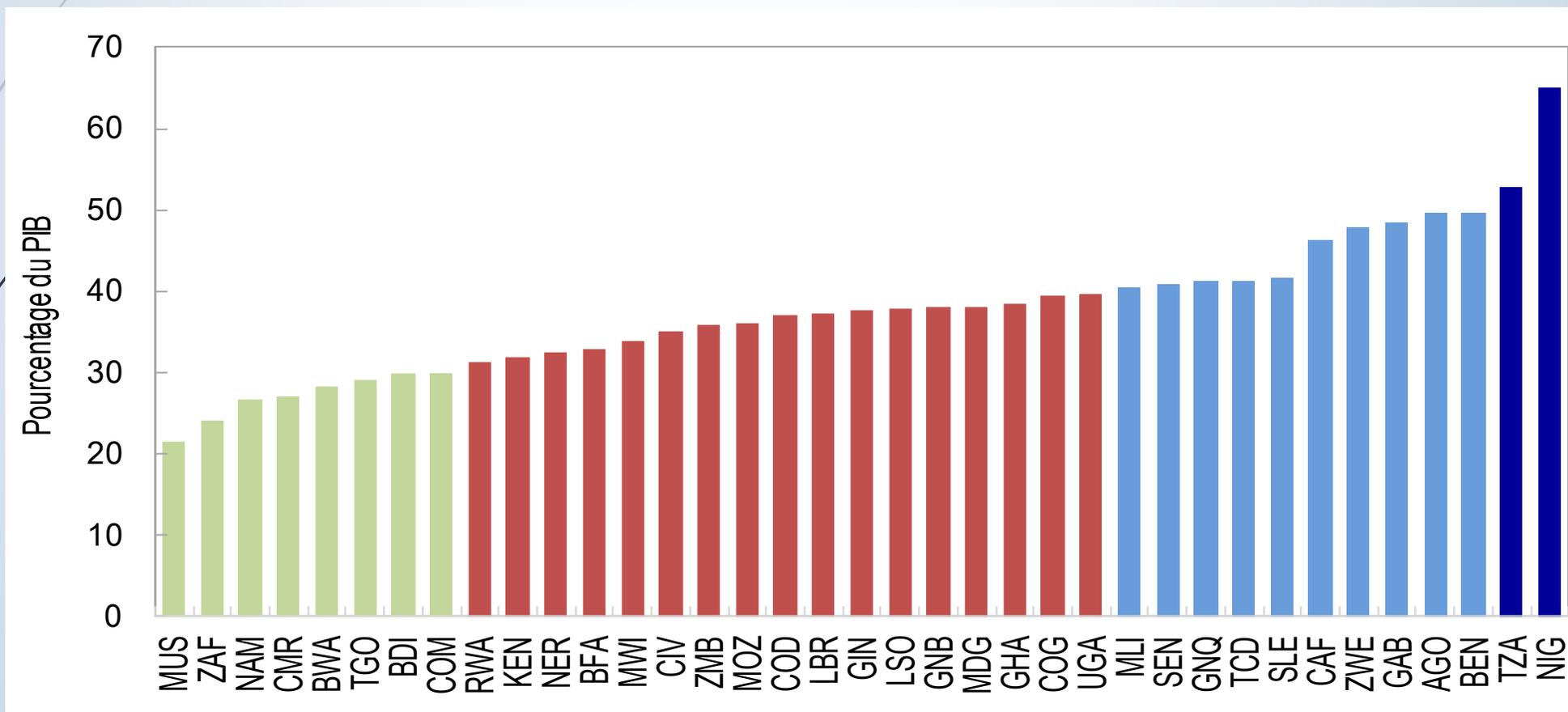
L'économie informelle est estimée au moyen d'une association entre ses causes et ses conséquences observables

L'économie informelle par région



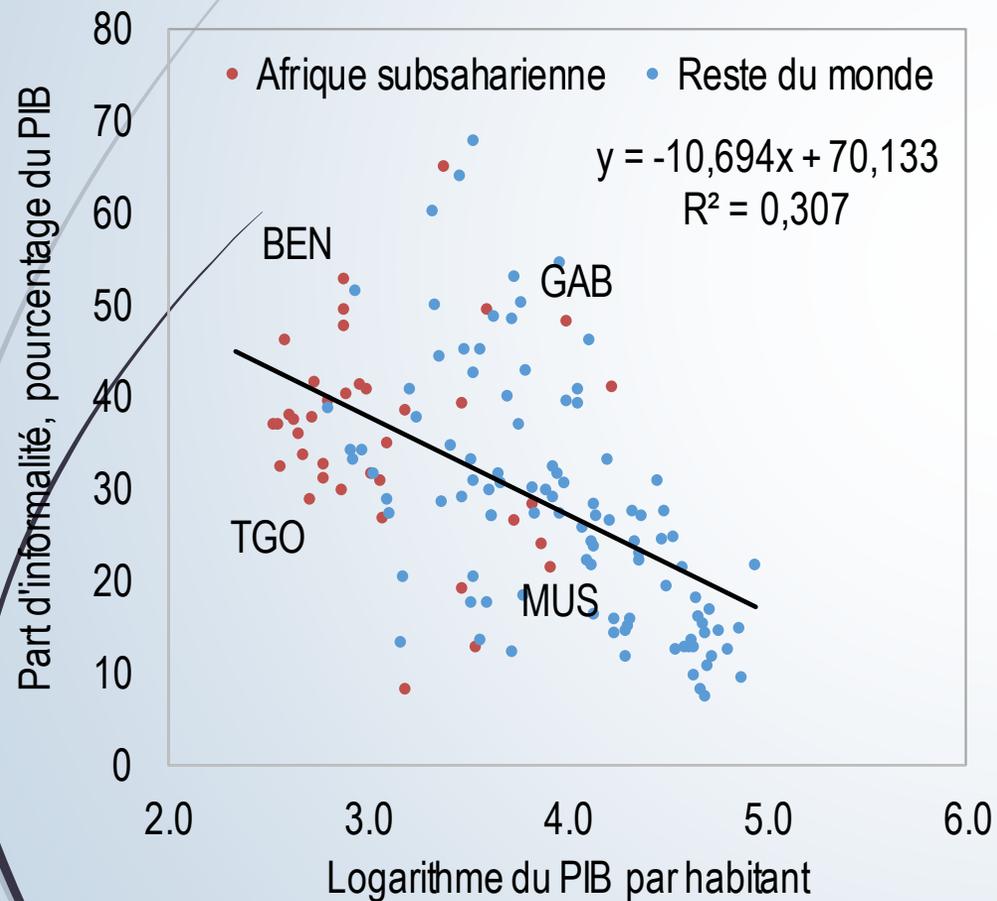
...mais est très hétérogène au sein de la région...

Afrique subsaharienne : estimations de l'économie informelle, moyenne 2010–14

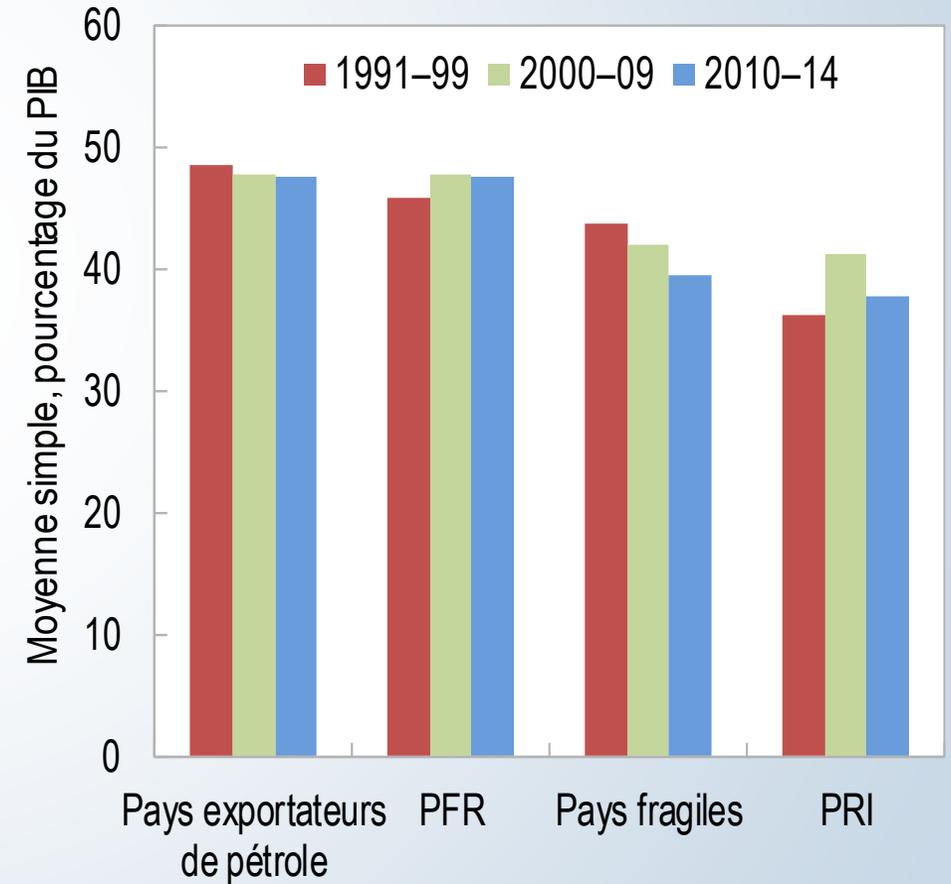


...révélant des disparités entre les niveaux de revenus...

L'économie informelle par niveau de revenu

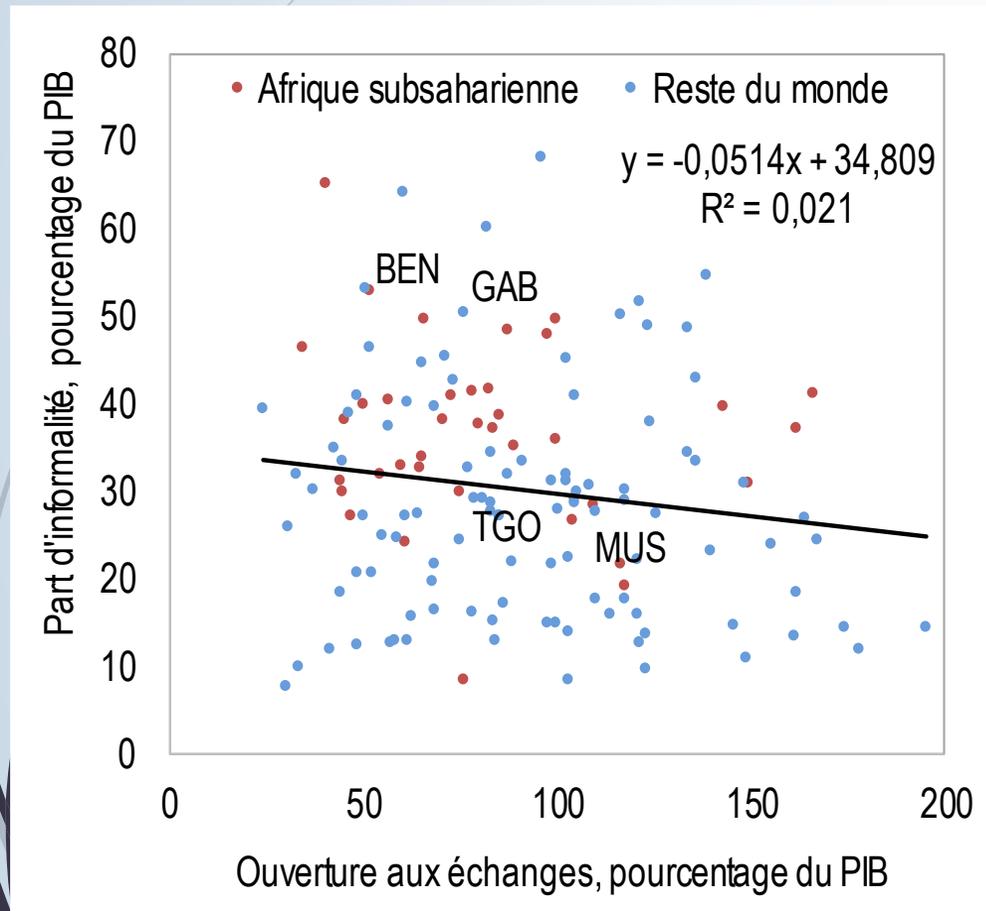


L'économie informelle en Afrique subsaharienne

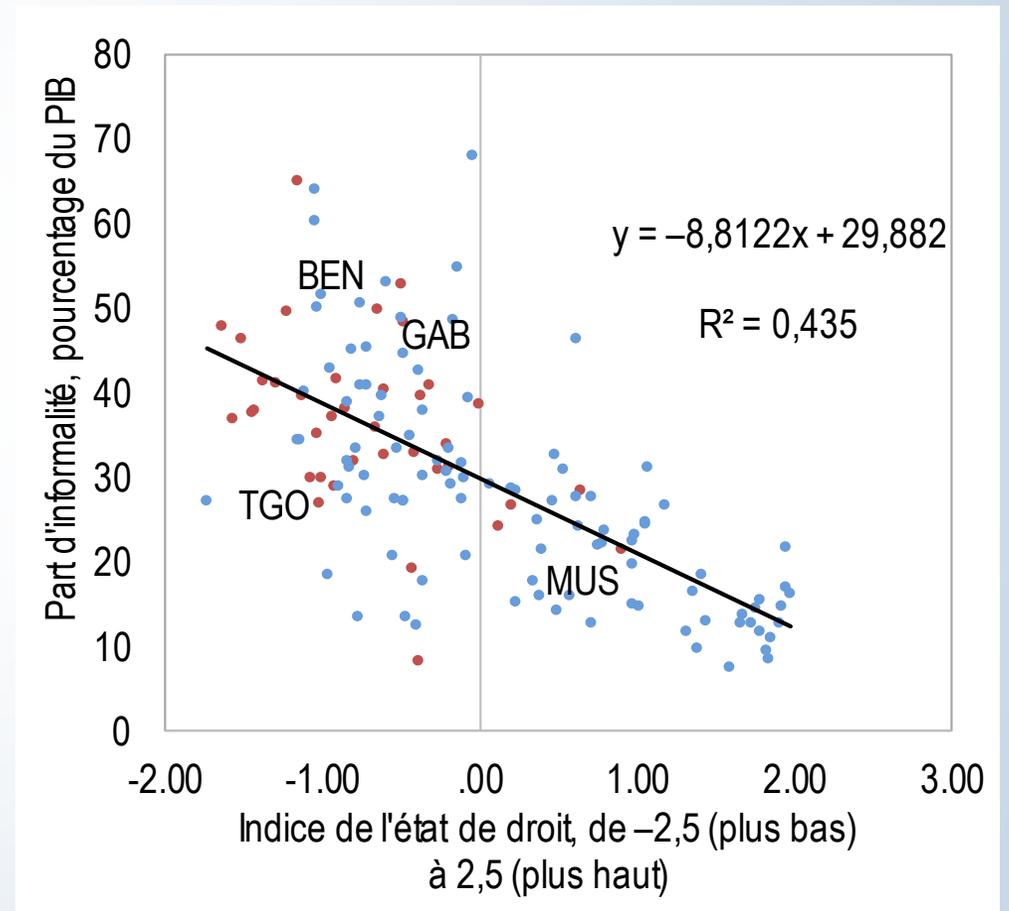


...ainsi que d'autres facteurs d'informalité, tels que l'ouverture aux échanges et la qualité des institutions

Ouverture aux échanges



État de droit



Opportunités : l'informalité peut être un filet de sécurité essentiel...

Emploi informel (en %), 2004-12

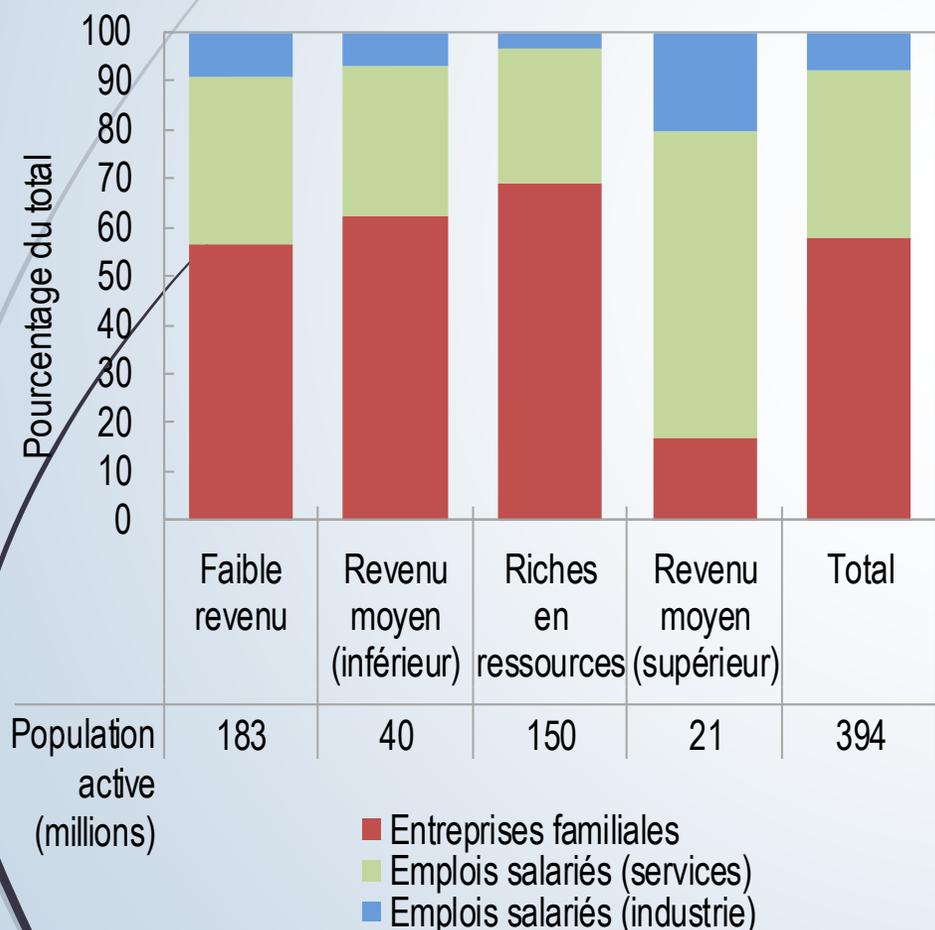
Année	Pays	Part de l'emploi informel dans l'emploi non agricole
2010	Afrique du Sud	33
2008	Lesotho	35
2008	Namibie	44
2010	Libéria	60
2008	Zambie	70
2006	Tanzanie	76
2004	Mali	82
2012	Madagascar	89

Source : Organisation internationale du travail (OIT).

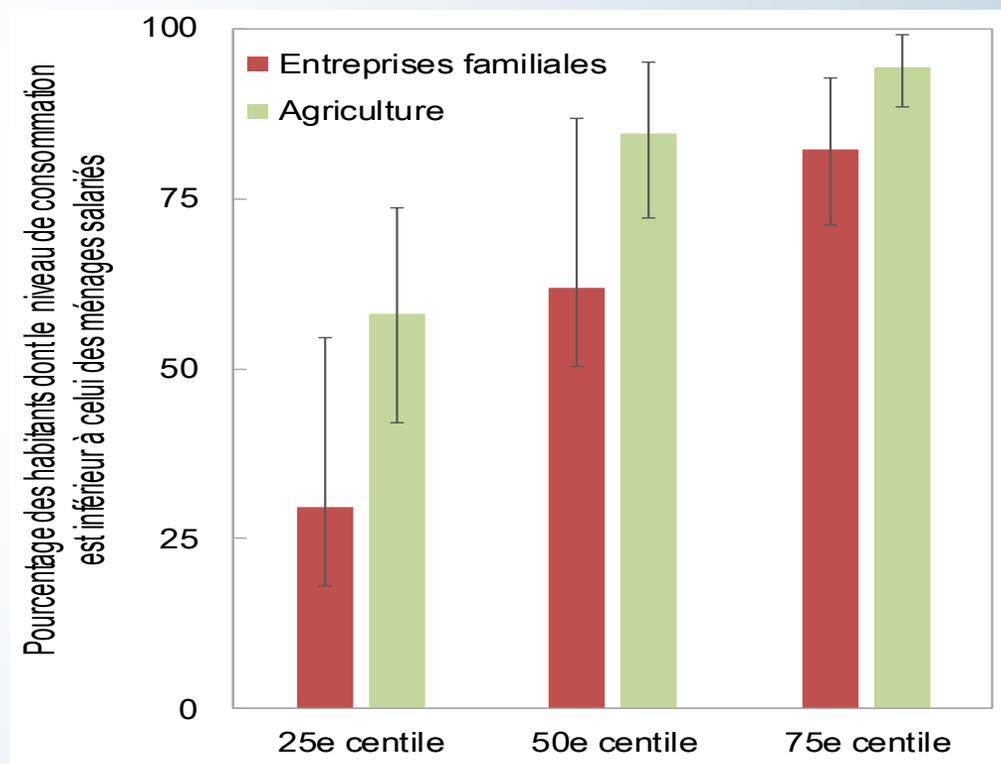
Note : la liste comprend les pays pour lesquels les statistiques sont disponibles.

...en fournissant des emplois à un grand nombre de personnes

AfSS : distribution de l'emploi salarié et des entreprises familiales, 2010

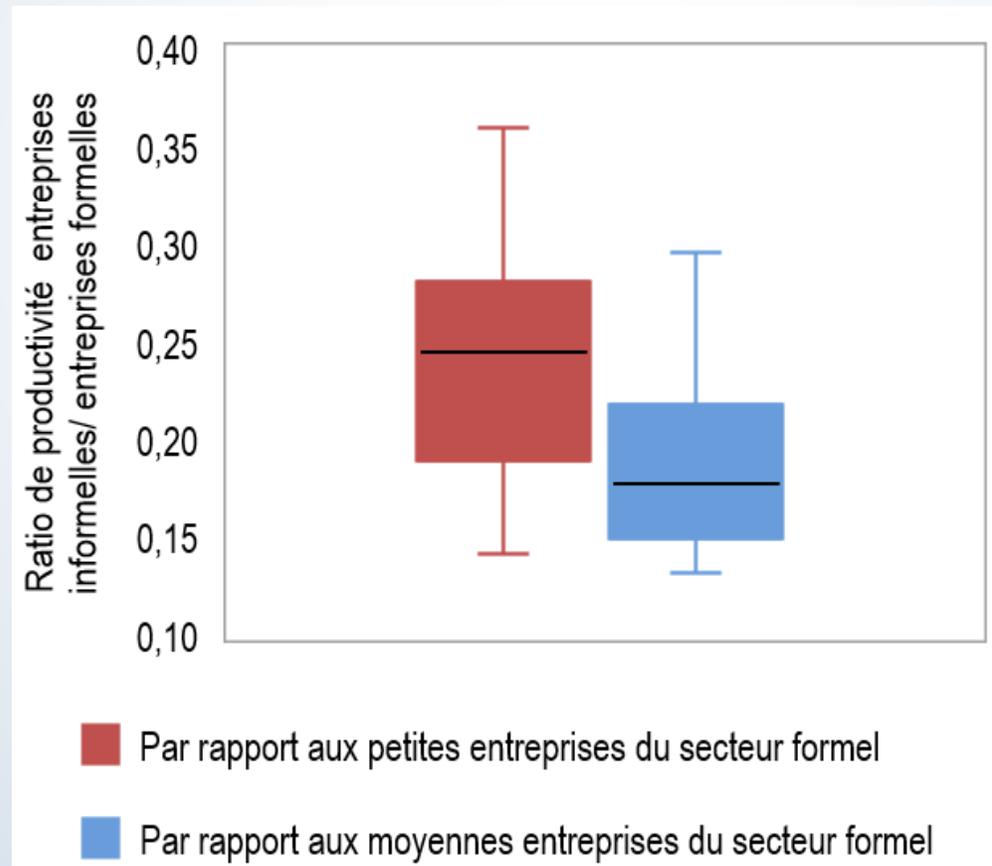


Échantillon de pays d'AfSS : comparaison de la consommation des entreprises familiales et des travailleurs agricoles



Défis : l'informalité peut cependant aussi impliquer une faible productivité

Productivité des entreprises informelles par rapport à celle des entreprises du secteur formel





Réduire l'informalité ne peut pas constituer le fondement d'une politique fiscale, car les raisons de l'incivisme fiscal varient d'une entreprise informelle à l'autre

- Regrouper les entreprises informelles en une seule catégorie peut mener à des conclusions trompeuses pour les politiques publiques.
 - Un certain nombre d'entreprises sont simplement en-deçà du seuil d'imposition tandis que d'autres sont au-dessus et fraudent l'impôt.
- Une politique fiscale optimale pourrait consister à relever le seuil de la TVA, pour encourager les entreprises qui choisissent d'opérer en-deçà du seuil à augmenter leur production.
- Les administrations des recettes doivent veiller à améliorer le civisme fiscal des entreprises qui sont au-dessus du seuil et qui fraudent l'impôt.

L'accès au financement et l'efficacité des marchés des produits sont essentiels pour faciliter le passage au secteur formel

D'après une analyse économétrique :

- La taille de l'économie informelle évolue lentement dans le temps mais diminue lorsque l'économie croît.
- Il existe une forte corrélation entre l'efficacité des marchés financiers et la réduction de l'informalité.
- L'efficacité des marchés des produits fait baisser la part du secteur informel.
 - Les réglementations relatives au régime juridique et la libéralisation des échanges semblent particulièrement importantes, de même que l'accès à l'électricité.



Implications pour les politiques publiques : adopter une démarche équilibrée dans l'élaboration des politiques publiques, de façon à formaliser le secteur informel

- Créer un environnement économique propice à l'augmentation de la productivité du secteur informel et au passage des ressources du secteur informel vers le secteur formel.
- Soutenir les entreprises familiales qui fournissent un filet de sécurité, car le processus de transition est un processus de longue haleine.
- Bonne nouvelle : un grand nombre de politiques favorables au secteur formel augmentent aussi la productivité des entreprises familiales.

Madagascar – Le Secteur Informel

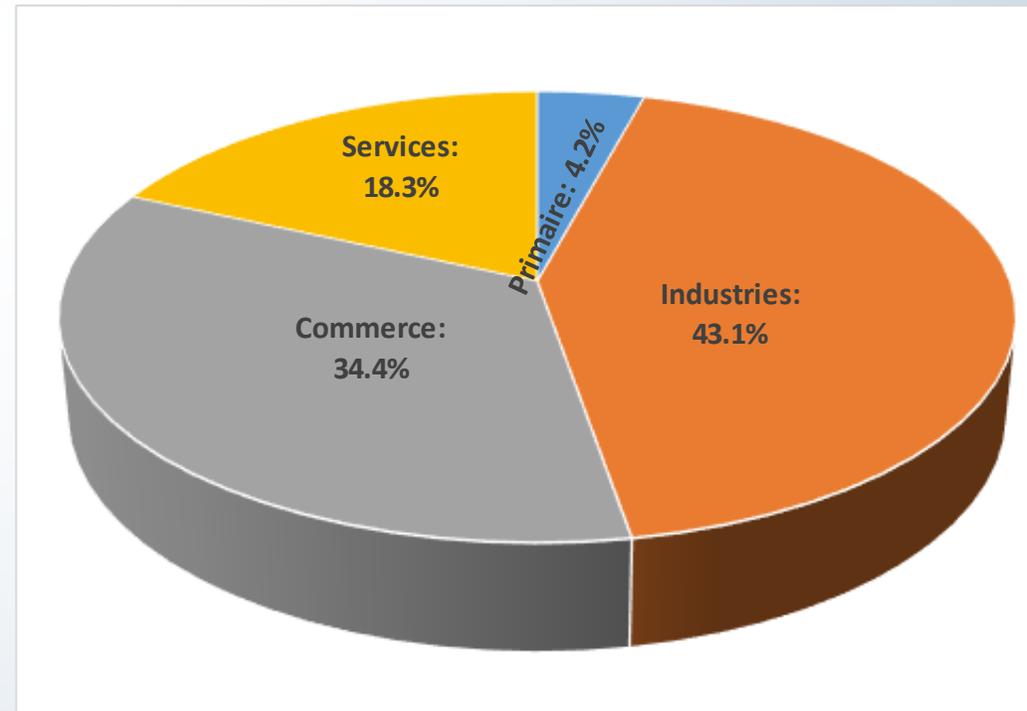
Définition

“Ensemble d’unités de production des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées” (Source: 15^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail du Bureau International du Travail, 1993)

Caractéristiques

- Faible niveau d’organisation;
- Echelles d’opérations réduites;
- Inexistence de protection sociale;
- Mauvaises conditions de travail;
- Précarité de l’emploi;
- Non-paiement de taxes;
- Orientée plus dans les activités commerciales à Madagascar

Graphique 1: Répartition des Unités de production informelles par branche d’activités (%)

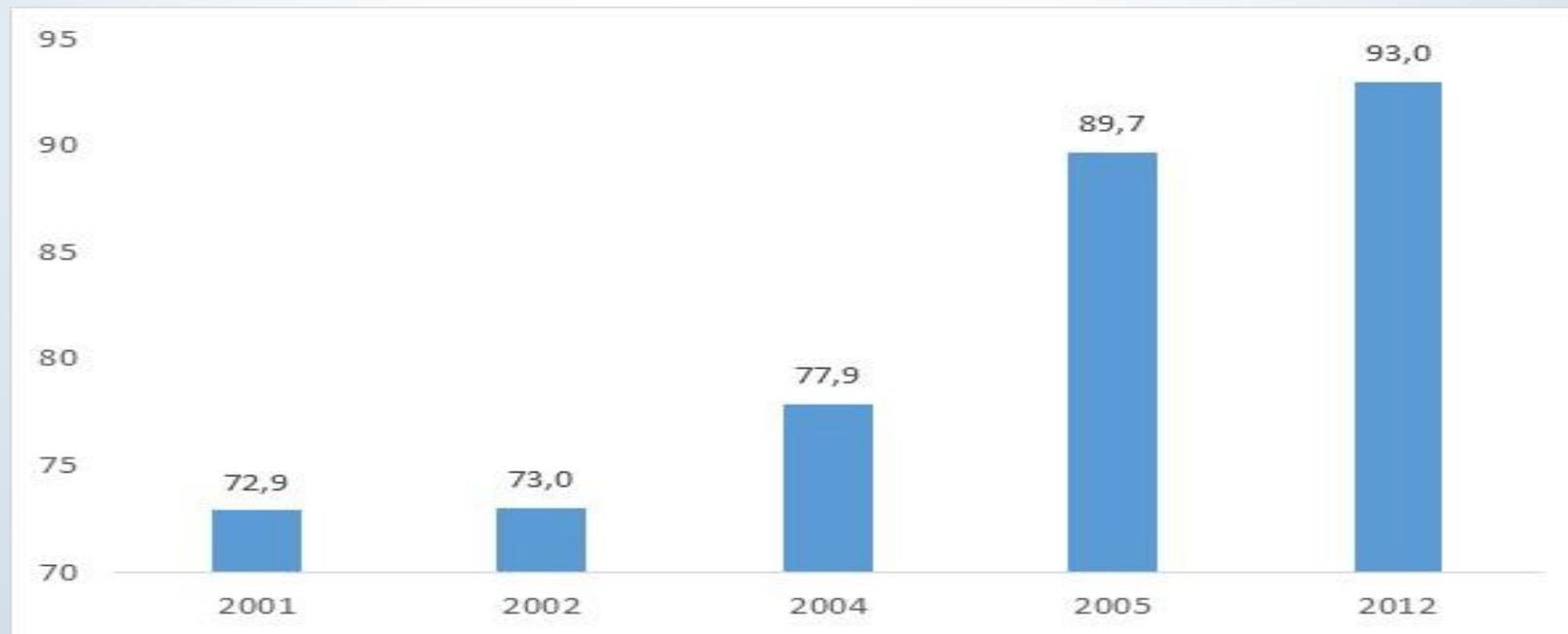


Madagascar – Le Secteur Informel (suite)

Emplois

- ▶ 93% des emplois sont générés par le secteur informel en 2012 contre 72% en 2001 == > plus grand pourvoyeur d'emplois à Madagascar ;
- ▶ Causes: Crises politiques; non-eligibilité à l'AGOA == > pertes d'emplois dans le secteur formel (336.000 emplois détruits en 2011 selon le BIT)

Graphique 2: Evolution de la Proportion des emplois dans le Secteur Informel sur l'ensemble des emplois à Madagascar



Madagascar – Le Secteur Informel (suite)

Taille

- Nombre d'Unités de Production Informelles, dans l'agglomération d'Antananarivo, est passé de 206.000 en 2001 à 2.282.500 en 2012;
- Contribution à l'économie faible, estimée seulement à 24% du PIB; à cause de la faible productivité du secteur;

Préoccupations spécifiques au secteur

- Recherche de débouchés;
- Accès aux financements;
- Faible accès aux infrastructures;
- Statut juridique;
- Formation;

N.B: Selon l'enquête réalisée par l'INSTAT en 2012, et contrairement à la perception habituelle, la fiscalité ne constitue pas un frein à la formalisation des unités de production industrielles. En effet,

- 61% d'entre eux ont déclarés être prêts à payer des impôts; et
- 41% ont affiché leurs volontés d'enregistrer leurs établissements auprès de l'administration;

Études économiques et financières

Perspectives économiques régionales

Afrique subsaharienne

Faire redémarrer la croissance

AVR 17



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Merci

L'édition en ligne des
*Perspectives économiques régionales
pour l'Afrique subsaharienne*
est désormais disponible à l'adresse
suivante :

www.imf.org

Annexe – Part de l’informalité et variables des politiques publiques

	Variable dépendante : part de l'informalité ¹				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Part d'informalité retardée	0.963*** (20.00)	0.820*** (6.89)	0.781*** (5.64)	0.800*** (6.76)	0.827*** (8.44)
Taux de croissance du PIB par habitant (\$ EU de 2011, PPA)	-0.422*** (-3.18)	-0.290*** (-2.77)	-0.273*** (-2.61)	-0.260*** (-2.76)	-0.205*** (-2.91)
Flexibilité du marché du travail (ICM)				0.590 (0.67)	0.460 (0.57)
Efficacité du marché financier (ICM)	-2.551** (-2.12)	-1.817*** (-2.79)	-1.718** (-2.29)	-1.633** (-2.46)	-1.159* (-1.87)
Coût des affaires ²	1.340** (2.06)	1.106* (1.69)	1.682* (1.67)	1.600* (1.76)	1.492* (1.74)
Indicateur de gouvernance ³					0.393 (0.53)
Variable muette, pays avancés		-3.273 (-1.43)	-2.695 (-0.97)	-2.811 (-1.22)	-3.283 (-1.22)
Variable muette, pays exportateurs de pétrole			5.314 (0.62)	2.483 (0.49)	2.293 (0.51)
Constante	9.064* (1.77)	11.57** (2.45)	10.59** (2.00)	7.623 (1.35)	5.854 (1.18)
Nombre d'observations	803	803	803	803	803

Source: calculs des services du FMI.

Note : estimations basées sur la méthode des moments généralisés d'Arellano et Bond, incluant des effets fixes annuels. Statistiques-*t* robustes entre parenthèses.

* $p < 0,10$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$. ICM = indice de la compétitivité mondiale ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

¹ Tirée des estimations du MIMIC.

² Basé sur la moyenne des indices normalisés des coûts d'exportation et des frais liés à l'exécution des contrats (base de données *Doing Business* de la Banque mondiale).

³ Première composante de l'Analyse en composantes principales «Voix et responsabilité» et «Stabilité politique et absence de violence» (Indicateurs de